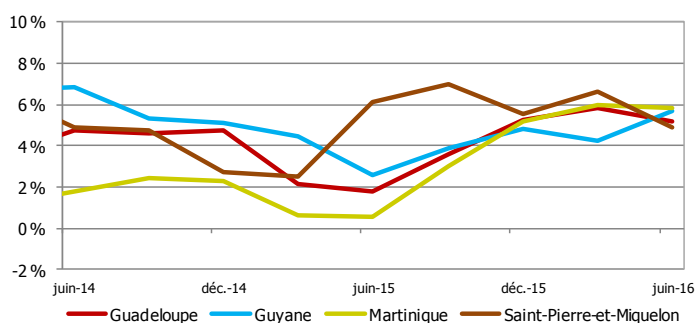


Tableau de bord des indicateurs monétaires et financiers au 30 juin 2016 dans les DOM

ÉVOLUTION GLOBALE

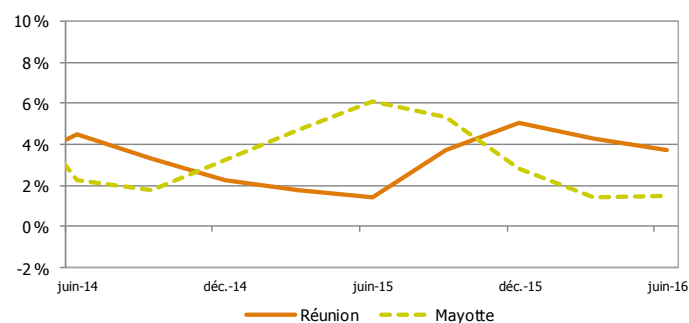
1. Les encours globaux de crédits

**Évolution des encours de crédits totaux dans les DFA
(en glissement annuel)**



Source : SURFI

**Évolution des encours de crédits totaux dans l'océan Indien
(en glissement annuel)**



Source : SURFI

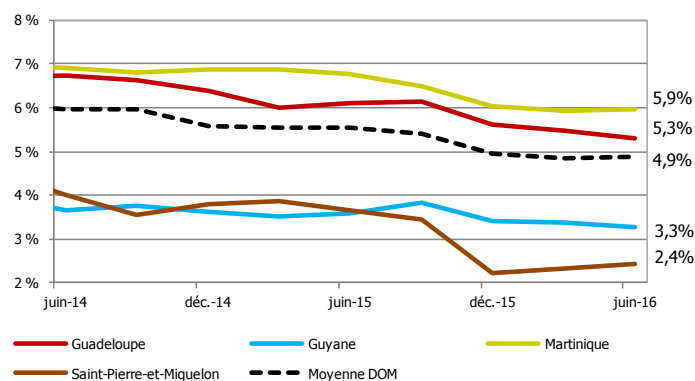
Au 30 juin 2016		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe	9 674	5,2 %
Guyane	3 087	5,7 %
Martinique	9 259	5,8 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	177	4,9 %
Total DFA	22 197	5,5 %

Au 30 juin 2016		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Mayotte	952	1,5 %
Réunion	20 025	3,7 %
Total océan Indien	20 977	3,6 %

Au 30 juin 2016		
	Encours brut (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Total DOM	43 174	4,6 %

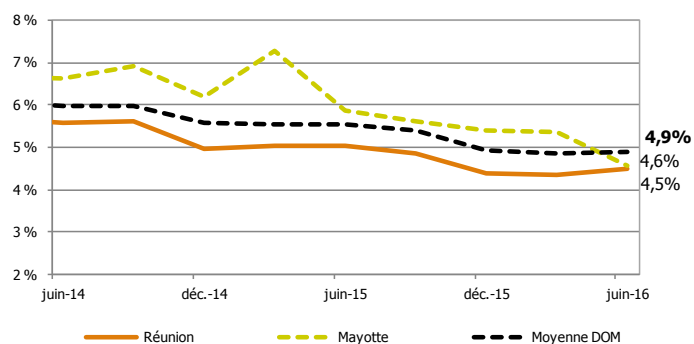
2. L'évolution de la sinistralité*

Évolution du taux de créances douteuses dans les DFA



Source : SURFI

Évolution du taux de créances douteuses dans l'océan Indien



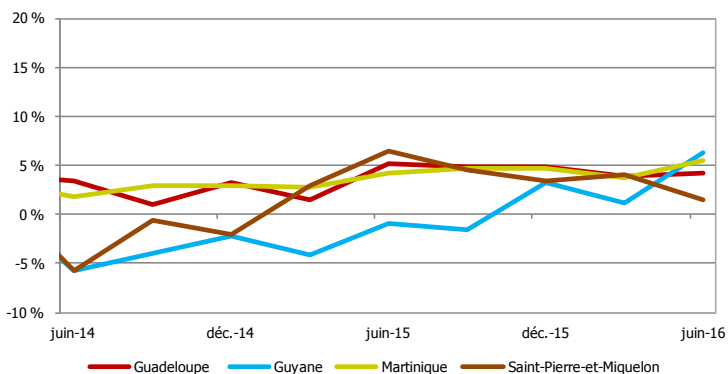
Source : SURFI

* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

3. L'évolution des actifs financiers*

Par géographie

Évolution des actifs financiers dans les DFA
(en glissement annuel)

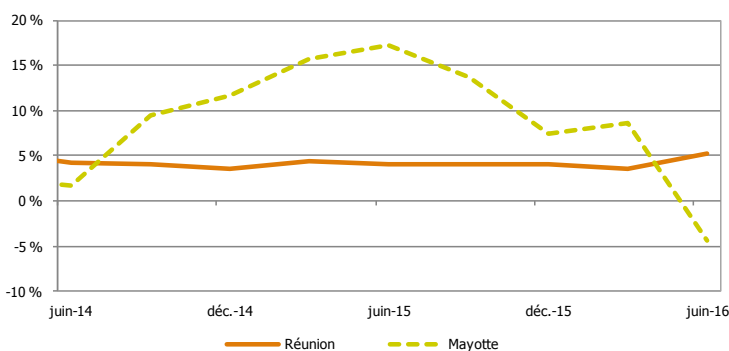


Au 30 juin 2016

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Guadeloupe	8 181	4,2 %
Guyane	1 649	6,4 %
Martinique	7 351	5,6 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	215	1,5 %
Total DFA	17 395	4,9 %

Source : SURFI

Évolution des encours des actifs financiers dans l'océan Indien
(en glissement annuel)



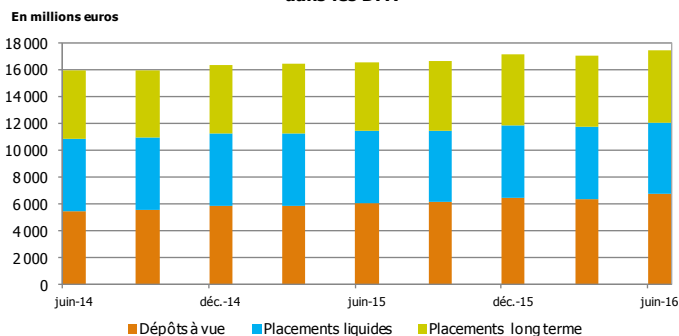
Au 30 juin 2016

	Actifs financiers (en millions d'euros)	Taux de croissance annuel
Réunion	13 174	5,3 %
Mayotte	459	-4,4 %
Total océan Indien	13 634	4,9 %

Source : SURFI

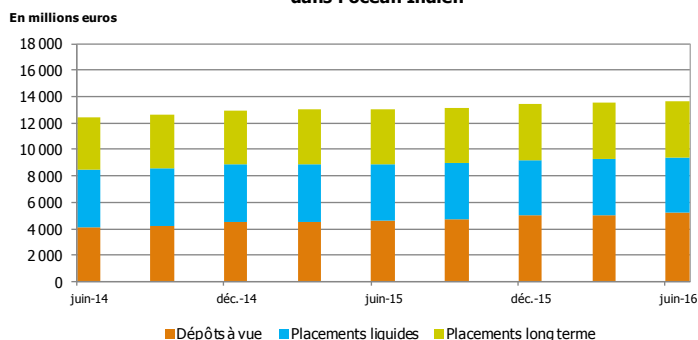
Par composante

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans les DFA



Source : SURFI

Évolution des principales composantes des actifs financiers dans l'océan Indien



Source : SURFI

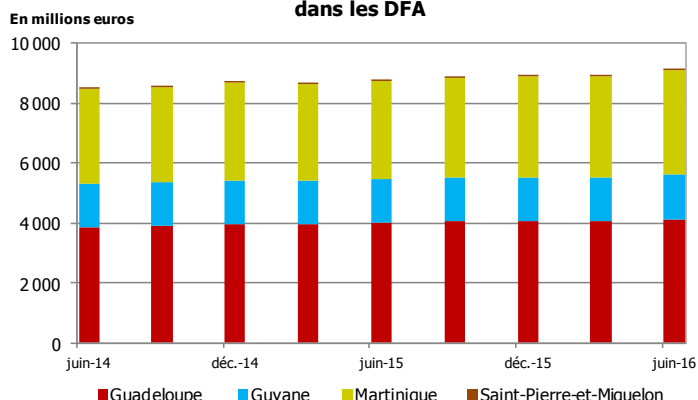
* Ces données concernent les seuls établissements de crédit installés localement

LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

1. Évolution des crédits aux entreprises

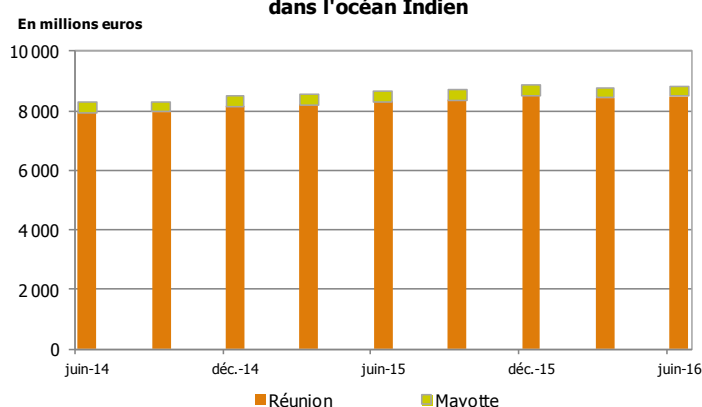
▪ Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux entreprises dans les DFA



Source : SURFI

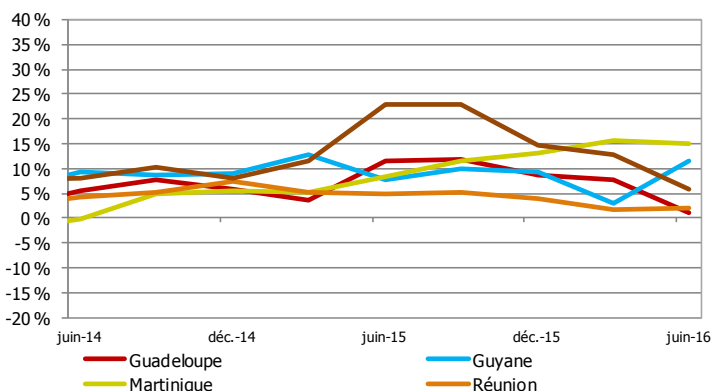
Évolution des encours de crédits aux entreprises dans l'océan Indien



Source : SURFI

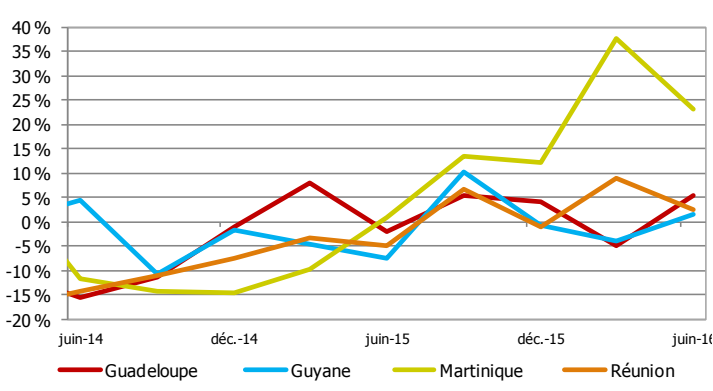
▪ Évolution des crédits d'investissement et des crédits de trésorerie*

Évolution des crédits d'investissement (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits de trésorerie (en glissement annuel)



Source : SURFI

*Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ne sont pas systématiquement représentés dans les graphiques du fait de leurs forts taux de croissance.

Crédits totaux aux entreprises

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	2,1 %	4,6 %	6,0 %	3,1 %	4,2 %	3,6 %	2,7 %	2,5 %	2,2 %
Guyane	7,8 %	6,1 %	6,7 %	6,7 %	2,5 %	2,5 %	1,2 %	-1,1 %	4,6 %
Martinique	-4,3 %	0,3 %	3,2 %	1,4 %	1,5 %	3,1 %	2,4 %	5,7 %	6,4 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	12,9 %	10,6 %	3,0 %	0,8 %	9,4 %	8,9 %	7,5 %	6,8 %	4,2 %
Réunion	4,4 %	4,4 %	4,7 %	4,5 %	4,6 %	5,0 %	4,6 %	2,7 %	2,1 %
Mayotte	4,7 %	1,9 %	-2,8 %	-1,7 %	1,2 %	1,9 %	1,3 %	-0,2 %	-3,6 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
4 130
1 516
3 436
45
8 493
345

Crédits d'investissement aux entreprises

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	5,6 %	7,7 %	5,9 %	3,5 %	11,4 %	11,7 %	8,5 %	7,8 %	1,0 %
Guyane	9,3 %	8,8 %	9,0 %	12,9 %	7,8 %	9,9 %	9,3 %	3,1 %	11,4 %
Martinique	-0,1 %	4,9 %	5,4 %	5,3 %	8,4 %	11,5 %	13,1 %	15,6 %	14,9 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	8,1 %	10,3 %	8,0 %	11,4 %	22,9 %	23,0 %	14,8 %	12,7 %	5,9 %
Réunion	4,1 %	5,2 %	7,4 %	5,3 %	5,0 %	5,3 %	3,9 %	1,8 %	2,1 %
Mayotte	7,3 %	3,3 %	4,8 %	4,7 %	6,7 %	5,4 %	-2,2 %	-4,2 %	-9,1 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
1 558
527
2 009
35
3 581
255

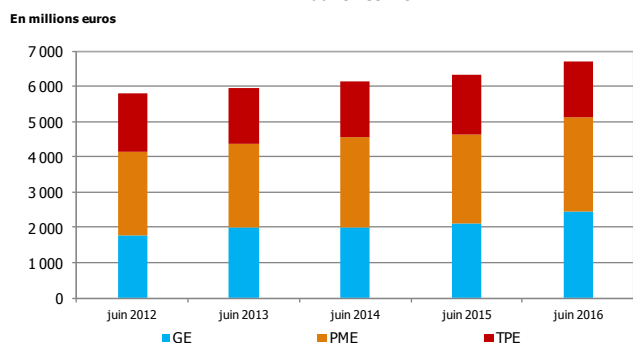
Crédits de trésorerie aux entreprises

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	-15,6 %	-11,5 %	-1,1 %	8,1 %	-2,2 %	5,3 %	4,1 %	-5,1 %	5,4 %
Guyane	4,5 %	-10,6 %	-1,8 %	-4,5 %	-7,6 %	10,2 %	-0,9 %	-4,0 %	1,4 %
Martinique	-11,7 %	-14,3 %	-14,6 %	-9,7 %	0,9 %	13,4 %	12,2 %	37,6 %	23,0 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	10,7 %	2,7 %	-32,3 %	-41,2 %	-39,9 %	-71,2 %	-60,7 %	-55,9 %	-69,6 %
Réunion	-14,1 %	-11,1 %	-7,7 %	-3,2 %	-4,8 %	6,8 %	-1,2 %	8,8 %	2,6 %
Mayotte	-35,5 %	-37,1 %	-38,4 %	-14,5 %	-17,7 %	-0,2 %	21,8 %	13,1 %	17,7 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
127
30
197
1
570
16

2. Évolution des crédits mobilisés par catégorie d'entreprise

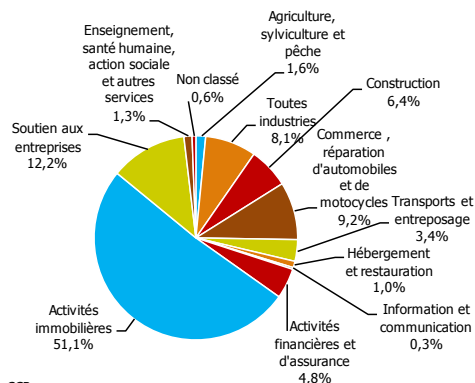
Évolution des crédits mobilisés par taille d'entreprises dans les DOM



Source : SCR

Au 30 juin 2016	Encours en millions d'euros	Glissement annuel
GE	2 450	16,6 %
PME	2 671	4,9 %
TPE	1 600	-4,9 %
Holding et/ou administration d'entreprise	977	2,7 %
Activités Immobilières	10 579	1,4 %
Divers	383	44,5 %
Total crédits mobilisés	18 662	3,8 %
Total crédits mobilisables	2 542	-10,4 %
TOTAL	21 204	1,8 %

Répartition des crédits par secteur d'activité dans les DOM



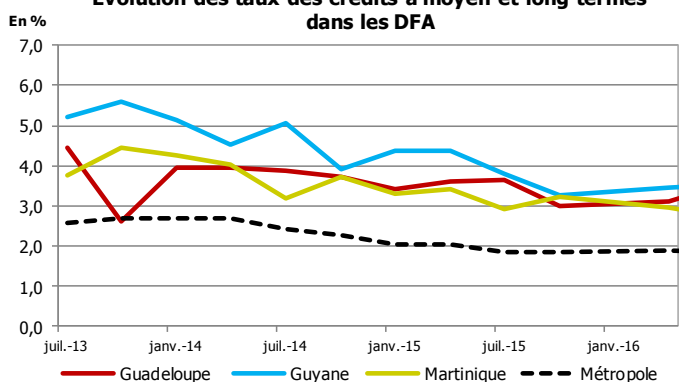
Source : SCR

Au 30 juin 2016

	Crédits mobilisés		Crédits mobilisables		Crédits mobilisés et mobilisables	
	Encours	Glissement annuel (en %)	Encours	Glissement annuel (en %)	Encours	Glissement annuel (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	302,9	0,9 %	25,9	-27,3 %	328,7	-2,1 %
Toutes industries	1 423,3	4,1 %	299,1	-5,1 %	1 722,4	2,4 %
<i>dont industrie manufacturière</i>	<i>431,0</i>	<i>-3,1 %</i>	<i>133,0</i>	<i>0,4 %</i>	<i>564,0</i>	<i>-2,3 %</i>
Construction	825,9	6,2 %	536,5	-1,5 %	1 362,4	3,0 %
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 501,3	0,0 %	444,2	-0,4 %	1 945,5	-0,1 %
Transports et entreposage	608,5	4,2 %	117,5	-23,7 %	726,0	-1,6 %
Hébergement et restauration	204,8	3,5 %	8,4	-0,1 %	213,2	3,4 %
Information et communication	34,6	1,5 %	25,7	201,8 %	60,3	41,5 %
Activités financières et d'assurance	952,5	2,9 %	67,2	-27,9 %	1 019,7	0,1 %
Activités immobilières	10 115,3	3,6 %	723,9	-7,9 %	10 839,2	2,7 %
Soutien aux entreprises	2 310,6	7,5 %	276,0	-35,1 %	2 586,6	0,4 %
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	259,7	-4,1 %	12,7	-21,9 %	272,4	-5,1 %
Non classé	122,0	9,6 %	5,2	-22,1 %	127,2	11,3 %
TOTAL	18 661,5	3,8 %	2 542,3	-10,4 %	21203,8	1,8 %

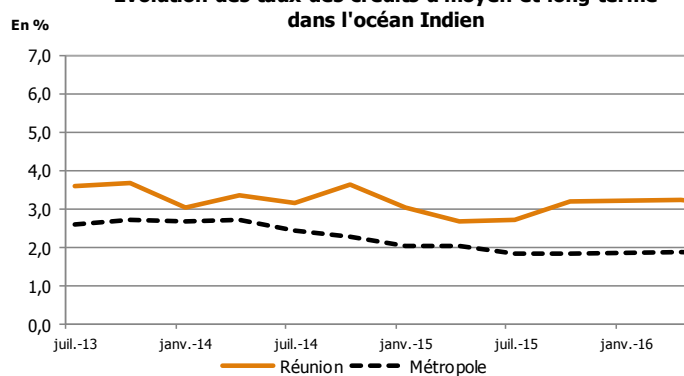
3. Évolution des taux des crédits aux entreprises

Évolution des taux des crédits à moyen et long termes dans les DFA



Source : IEDOM, Enquête sur le Coût du crédit

Évolution des taux des crédits à moyen et long terme dans l'océan Indien



Source : IEDOM, Enquête sur le Coût du crédit

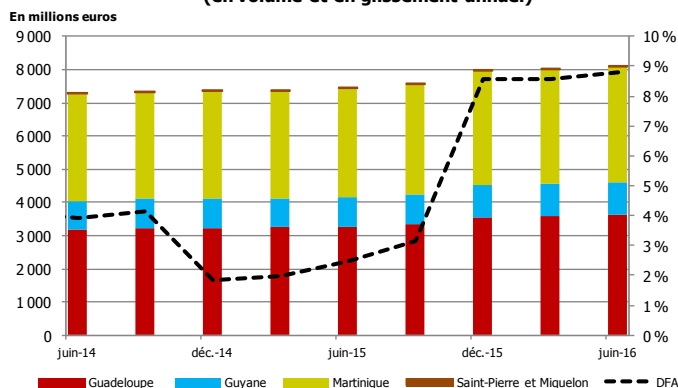
Évolution des taux des crédits à moyen et long termes

	juil-13	oct-13	janv.-14	avr.-14	juil-14	oct-14	janv.-15	avr-15	juil.-15	oct-15	juil-16	avr-16
Guadeloupe	4,44	2,60	3,95	3,95	3,88	3,72	3,41	3,62	3,66	2,98	3,53	3,10
Guyane	5,20	5,61	5,15	4,51	5,05	3,91	4,39	4,39	3,79	3,27	3,55	3,46
Martinique	3,77	4,44	4,27	4,04	3,19	3,72	3,31	3,41	2,90	3,22	2,71	2,96
Réunion	3,59	3,68	3,04	3,38	3,16	3,62	3,04	2,68	2,72	3,20	3,08	3,23
Métropole	2,58	2,71	2,69	2,70	2,44	2,28	2,04	2,03	1,86	1,84	1,86	1,89

LE FINANCEMENT DES MÉNAGES

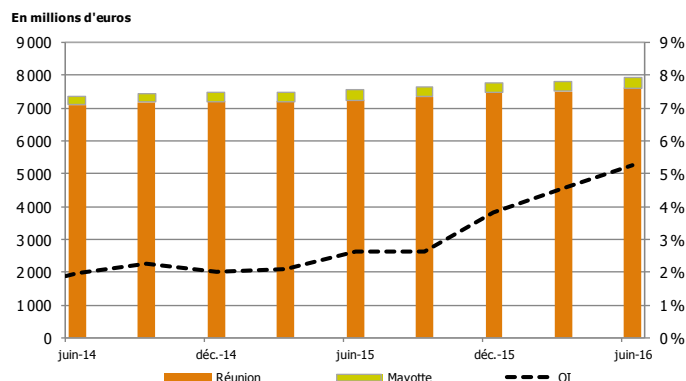
▪ Répartition par géographie

Évolution des encours de crédits aux ménages dans les DFA (en volume et en glissement annuel)



Source : SURFI

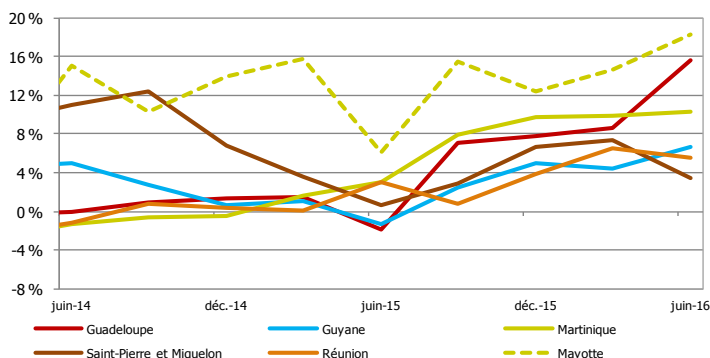
Évolution des encours de crédits aux ménages dans l'Océan indien (en volume et en glissement annuel)



Source : SURFI

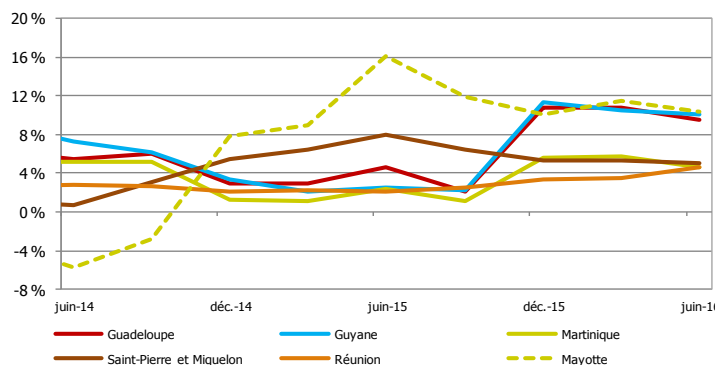
▪ Évolution des crédits à la consommation et des crédits à l'habitat

Évolution des crédits à la consommation (en glissement annuel)



Source : SURFI

Évolution des crédits à l'habitat (en glissement annuel)



Source : SURFI

Crédits totaux aux ménages

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	3,8 %	4,4 %	2,4 %	2,6 %	2,5 %	3,5 %	9,9 %	10,1 %	11,3 %
Guyane	6,8 %	5,5 %	2,8 %	2,0 %	1,7 %	2,2 %	10,3 %	9,4 %	9,4 %
Martinique	3,3 %	3,5 %	0,8 %	1,3 %	2,6 %	2,9 %	6,8 %	6,9 %	6,2 %
Saint-Pierre et Miquelon	2,5 %	4,7 %	5,7 %	5,9 %	6,6 %	5,8 %	5,6 %	5,7 %	4,8 %
Réunion	1,9 %	2,2 %	1,7 %	1,7 %	2,3 %	2,2 %	3,5 %	4,2 %	4,9 %
Mayotte	3,4 %	3,0 %	10,6 %	12,1 %	11,2 %	13,7 %	11,2 %	13,0 %	14,1 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
3 623
977
3 480
102
7 608
339

Crédits à l'habitat

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	5,5 %	6,0 %	2,9 %	3,0 %	4,6 %	2,1 %	10,8 %	10,7 %	9,5 %
Guyane	7,3 %	6,2 %	3,3 %	2,1 %	2,5 %	2,2 %	11,4 %	10,5 %	10,1 %
Martinique	5,1 %	5,1 %	1,3 %	1,2 %	2,4 %	1,2 %	5,6 %	5,7 %	4,7 %
Saint-Pierre et Miquelon	0,7 %	3,0 %	5,5 %	6,5 %	8,0 %	6,4 %	5,3 %	5,4 %	5,1 %
Réunion	2,8 %	2,7 %	2,1 %	2,2 %	2,1 %	2,6 %	3,3 %	3,4 %	4,6 %
Mayotte	-5,7 %	-2,7 %	7,8 %	9,0 %	16,1 %	11,9 %	10,1 %	11,5 %	10,4 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
2 518
798
2 522
84
5 944
175

Crédits de consommation

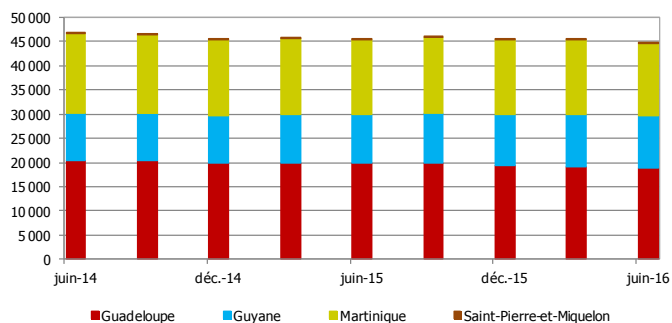
	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	0,0 %	0,9 %	1,4 %	1,5 %	-1,9 %	7,0 %	7,8 %	8,6 %	15,6 %
Guyane	5,0 %	2,7 %	0,6 %	1,1 %	-1,3 %	2,5 %	5,0 %	4,4 %	6,7 %
Martinique	-1,4 %	-0,6 %	-0,5 %	1,7 %	3,0 %	7,9 %	9,7 %	9,9 %	10,3 %
Saint-Pierre et Miquelon	11,0 %	12,4 %	6,7 %	3,6 %	0,7 %	2,9 %	6,7 %	7,4 %	3,5 %
Réunion	-1,2 %	0,8 %	0,4 %	0,1 %	3,0 %	0,8 %	3,9 %	6,5 %	5,6 %
Mayotte	15,1 %	10,3 %	14,0 %	15,8 %	6,1 %	15,5 %	12,4 %	14,6 %	18,2 %

Montant en millions d'euros (juin-2016)
1 101
179
956
18
1 659
165

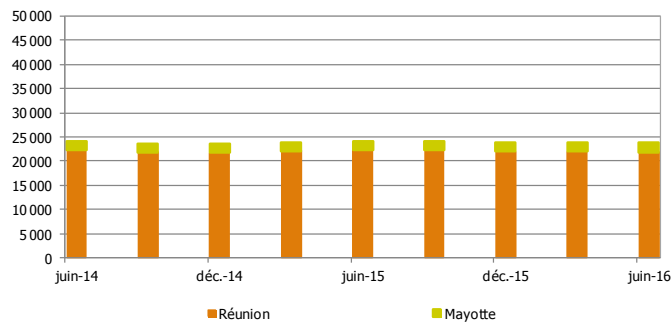
LES INDICATEURS DE VULNÉRABILITÉ

Ménages

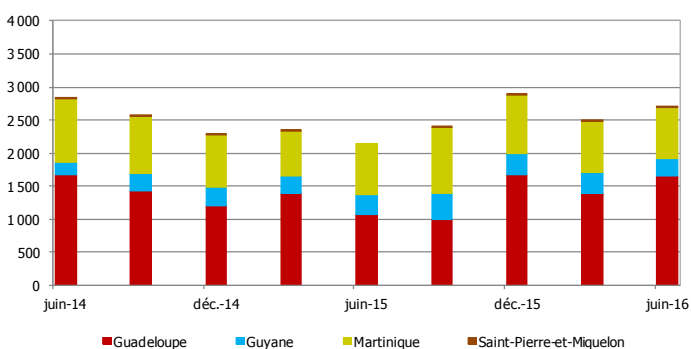
Personnes physiques en interdiction bancaire dans les DFA



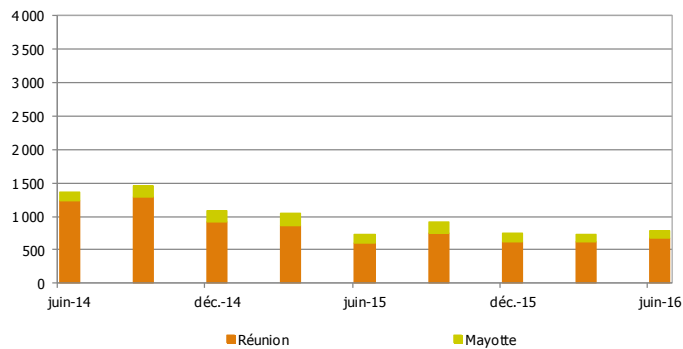
Personnes physiques en interdiction bancaire dans l'océan Indien



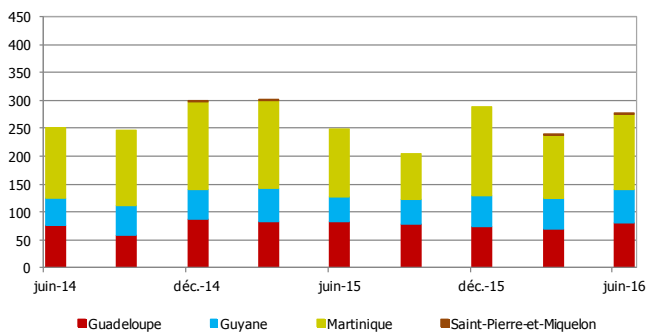
Retraits de carte bancaire dans les DFA (nombre de retraits au cours du trimestre)



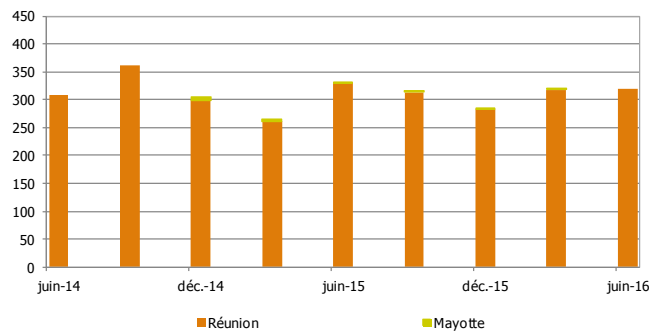
Retraits de carte bancaire dans l'océan Indien (nombre de retraits au cours du trimestre)



Dossiers de surendettement dans les DFA (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

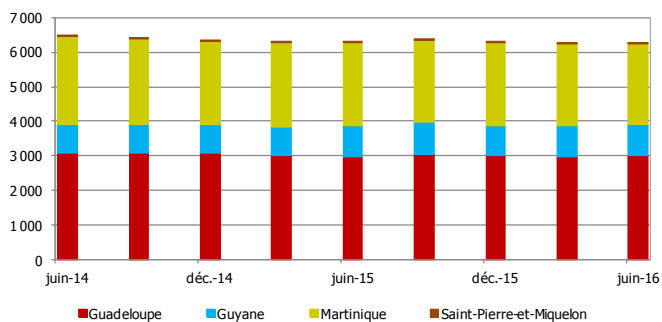


Dossiers de surendettement dans l'océan Indien (nombre de dossiers déposés au cours du trimestre)

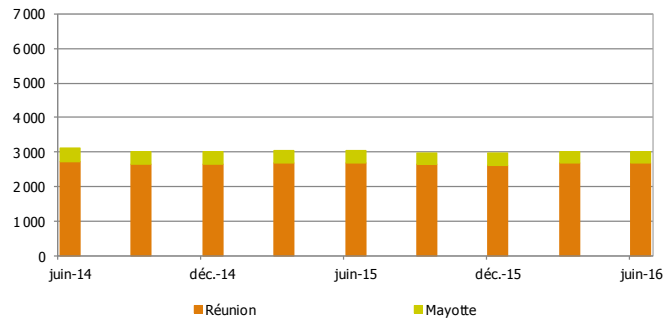


Entreprises

Personnes morales en Interdiction Bancaire dans les DFA

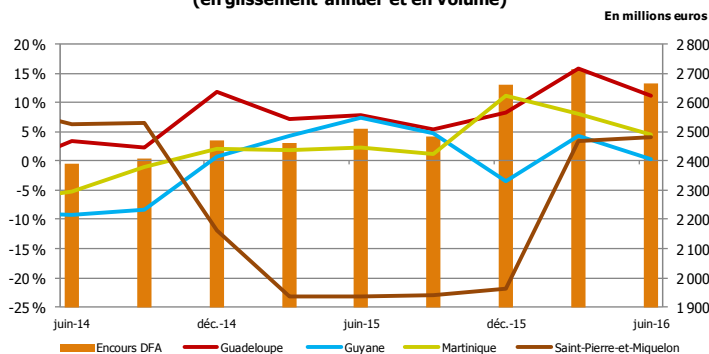


Personnes morales en Interdiction Bancaire dans l'océan Indien



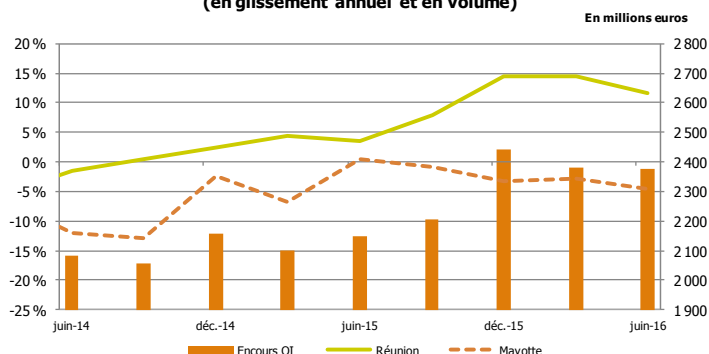
LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Évolution des crédits aux collectivités locales dans les DFA
(en glissement annuel et en volume)



Source : SURFI

Évolution des crédits aux collectivités locales dans l'océan Indien
(en glissement annuel et en volume)



Source : SURFI

Crédits aux collectivités locales

Au 30 juin 2016

	juin-14	sept.-14	déc.-14	mars-15	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16
<i>En glissement annuel</i>									
Guadeloupe	3,5 %	2,2 %	11,9 %	7,1 %	7,9 %	5,5 %	8,2 %	15,8 %	11,2 %
Guyane	-9,3 %	-8,3 %	0,7 %	4,3 %	7,4 %	4,7 %	-3,4 %	4,4 %	0,3 %
Martinique	-5,3 %	-0,9 %	2,1 %	1,9 %	2,4 %	1,2 %	11,1 %	8,0 %	4,5 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	6,4 %	6,4 %	-12,0 %	-23,1 %	-23,1 %	-23,0 %	-21,9 %	3,3 %	4,0 %
Réunion	-1,5 %	0,4 %	2,5 %	4,4 %	3,5 %	7,9 %	14,6 %	14,5 %	11,6 %
Mayotte	-12,1 %	-12,9 %	-2,3 %	-6,8 %	0,4 %	-0,9 %	-3,4 %	-2,8 %	-4,6 %

Montant en millions d'euros	Part dans les crédits totaux en %
1 054	10,9 %
380	12,3 %
1 218	13,2 %
16	9,1 %
2 226	11,1 %
148	15,6 %

MÉTHODOLOGIE

Les **crédits** présentés concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédits non installés localement dits ECNIL).

Les **actifs** présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès des ECIL uniquement.

Les données relatives à la Guadeloupe incluent les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les **crédits par catégorie d'entreprises** sont établis à partir des déclarations des établissements de crédit au service central des Risques (SCR) de la Banque de France. Les déclarations concernent les concours supérieurs à 25 000 euros accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer (DOM) et les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin (COM), quelle que soit la localisation de l'établissement de crédit qui a octroyé le crédit. Les crédits mobilisés comprennent les crédits à court terme, moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés.

- Les Grandes entreprises (GE) : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente (il s'agit des cotes d'activité A, B ou C) ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95e centile), ou dont l'encours maximum de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les Petites et moyennes entreprises (PME) : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros au 31 décembre de l'année précédente (il s'agit des cotes d'activité D, E, F et G) ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros. Parmi ces PME, on distingue les PME indépendantes et les PME appartenant à un groupe ;
- les Très petites entreprises (TPE) : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et que le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros. La classification en GE (Grandes Entreprises), PME (Petites et Moyennes Entreprises) et TPE (Très Petites Entreprises) est figée sur un an.

Le **Coût du crédit aux entreprises** est calculé à partir de l'enquête réalisée par la Banque de France auprès des établissements et des sociétés financières ayant leur activité à la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et La Réunion. Elle prend en compte les crédits nouveaux accordés au cours du premier mois de chaque trimestre aux sociétés non financières, ainsi qu'aux entrepreneurs individuels, lorsque l'usage du prêt est professionnel.